

Donnay : "L'investissement public reste crucial"

■ Pour le Bureau du Plan, l'investissement public doit encore être concrétisé.

Entretien François Mathieu

L'économie belge ralentit. C'est en substance le message délivré par le Bureau du Plan dans le cadre de ses projections économiques pour la période 2018-2023. Le tableau n'est pas noir pour autant: la croissance économique va rester soutenue malgré tout jusqu'en 2023, et l'emploi va continuer à bien se porter. Globalement, quelque 249 000 emplois devraient voir le jour ces six prochaines années, contre 188 000 sur les six dernières. Mais à court terme, des choix vont devoir être posés par les autorités publiques, parce que pour respecter le retour à l'équilibre budgétaire en 2020, il va falloir, à politique inchangée, trouver 8,8 milliards ces deux prochaines années. Le point avec Philippe Donnay, Commissaire au Plan.

On voit que l'économie belge s'essouffle

un peu... Quels sont ses points faibles ? Il y a d'abord l'investissement public, parce qu'il est précurseur de la croissance de demain. Il permettrait d'accroître la productivité si on investit dans les secteurs de réseaux, mais on attend toujours des résultats concrets en la matière. Il y a ensuite des fai-

bles du marché du travail, même si on crée beaucoup d'emplois. Ce sont d'une part tous ces emplois qualifiés qui ne trouvent pas preneurs. Il y a d'autre part beaucoup de personnes non qualifiées sur le marché du travail. Or le volume horaire des personnes non qualifiées ne cesse de baisser. Il y a enfin une bombe sociologique à Bruxelles. La population immigrée des première, deuxième et troisième générations affiche des taux d'emploi très faibles, notamment parce qu'ils sont victimes de discriminations. Effectivement, une part de ces populations n'est pas formée, mais ceux qui ont les mêmes formations (que les autochtones, Ndlr) ont quand même des difficultés pour accéder à l'emploi.

On attend prochainement les résultats du Pacte national d'investissements publics, c'est plutôt une bonne nouvelle...

Le Bureau du Plan n'est pas acteur ni partie prenante dans ce dossier mais je pense que l'agenda prévoyait que les résultats des groupes de travail constitués dans le cadre du Pacte tombent en ce mois de juin... Il est évident que les carences mentionnées plus haut peuvent en partie être résolues par le biais d'investissements publics, no-

tamment dans le secteur de la formation et de l'enseignement, mais, à l'origine, le Pacte avait pour ambitions premières d'investir dans trois secteurs, dont la mobilité, et l'énergie notamment...

Il y a, d'après vous 8,4 milliards de trou à combler pour arriver à l'équilibre budgétaire d'ici à 2020. ce qui n'augure pas d'un conclave particulièrement facile en juillet. Que faudrait-il faire pour continuer à assainir les finances publiques tout en stimulant la croissance ?

Je ne suis pas certain que les investissements publics, nécessaires, vont coûter cher à l'Etat fédéral. Parce que le gros des investissements se réalise dans les autres niveaux de pouvoir comme les Régions. Le fédéral peut par contre créer les conditions pour que ces investissements se fassent en matière fiscale et sociale. Ce qui pèse le plus sur les opérateurs de marché, ce sont les incertitudes. Or, si on avait une véritable politique énergétique, ce serait souhaitable. Est-ce qu'on prolonge ou pas le nucléaire ? A quel rythme ? Quels autres investissements opérer ? Je crois qu'il est temps, pour répondre à votre question, d'arrêter la râpe à fromage, et de faire des choix. Ce n'est jamais facile quand on est en poste et à quelques mois des élections. Le budget 2019 sera compliqué à concevoir, certainement, mais il faudra faire des choix responsables.

→ L'intégralité de l'interview sur lalibre.be

"Il y a une bombe sociologique à Bruxelles."

Philippe Donnay

Commissaire au Bureau du Plan